

[Voir cet email dans votre navigateur](#)



**Association Pour les Nations Unies
Belgique**

Bulletin d'information – mai / juin 2022

[Télécharger la version pdf](#)

L'Association pour les Nations Unies (APNU) est une association sans but lucratif de droit belge qui a pour objectif de permettre aux francophones de Belgique de s'informer et de s'exprimer sur les Nations Unies et leurs actions.

Chers membres et sympathisants,

Tout d'abord, nous souhaitons vous remercier pour votre fidélité et votre soutien. Nous mettons tout en oeuvre pour conserver un lien étroit avec nos membres. Nous vous invitons donc à suivre attentivement l'actualité de l'APNU via le bulletin d'information, le site web www.apnu.be et les réseaux sociaux.

Pour plus de confort de lecture, nous vous suggérons d'ouvrir le bulletin dans votre navigateur ou de consulter la version pdf.



SOMMAIRE

À LA UNE

1. L'ONU et la guerre en Ukraine

- Guerre en Ukraine et menace de crise alimentaire majeure: où en est-on ?
- Le droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU : une nouvelle résolution
- La visite du Secrétaire général de l'ONU en Ukraine

2. Stockholm +50

- Déclaration des United Nations Associations (UNAs)
- Le Sommet de la Terre fête ses 50 ans : Stockholm+50

2. La parole à APNU Jeunes

- Interview de la Directrice du Bureau de l'ONU et du PNUD à Bruxelles, Camilla Brückner, par APNU Jeunes

INFORMATIONS THÉMATIQUES

Première rencontre des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (21-23 juin 2022)

ÉVÈNEMENTS À VENIR

À LA UNE



L'ONU ET LA GUERRE EN UKRAINE

Guerre en Ukraine et menace de crise alimentaire majeure: où en est-on?

 *André Hupin, Secrétaire général APNU & Bénédicte Frankinet, administratrice APNU*

Dans notre bulletin précédent ([mars-avril 2022](#)), nous avons largement évoqué les conséquences de la guerre en Ukraine sur la situation alimentaire dans de nombreux pays du fait des tensions sur le marché mondial des céréales et autres produits alimentaires de base ainsi que des engrais : blocage des stocks ukrainiens, réduction prévue des récoltes, hausse des prix, restrictions des exportations... L'importance de l'Ukraine et de la Fédération de Russie pour l'alimentation mondiale et les conséquences de la guerre sont très bien analysées dans une [Note d'information de la FAO](#) du 10 juin 2022.

Le Secrétaire général de l'ONU a chargé Martin Griffith, Secrétaire général adjoint chargé des questions humanitaires et Rebeca Grynspan, Secrétaire générale de la CNUCED, de négocier un **accord qui permettrait l'exportation des millions de tonnes de céréales ukrainiennes actuellement bloquées** dans les entrepôts en raison du blocus russe des ports de la Mer Noire, mais aussi du minage des eaux portuaires par l'Ukraine. Mme Grynspan est aussi la coordinatrice de la Task Force qui organise la réponse multilatérale à la crise ukrainienne en matière d'alimentation, d'énergie et de finances. Tous deux se sont rendus récemment à Moscou. L'accord pourrait inclure aussi la reprise des exportations russes de céréales et d'engrais, actuellement fortement réduites en réaction aux sanctions internationales. Selon le porte-parole de l'ONU, **les négociations progressent, mais la discrétion reste de mise.**

Parallèlement, comme largement rapporté dans les médias, **la Turquie s'est posée en médiatrice** et espère contribuer à une solution négociée pour la reprise des exportations de céréales depuis les ports ukrainiens. Selon Anadolu, l'agence de presse officielle turque, la Russie, la Turquie et l'Ukraine sont parvenues à élaborer une feuille de route dans le but d'ouvrir un « corridor céréalié » entre les ports ukrainiens et les marchés mondiaux. Un « mécanisme d'observation » est à l'étude, lequel pourrait amener la marine turque à escorter des vraquiers venus d'Ukraine. Parrainée par les Nations unies, cette opération humanitaire pourrait permettre de sortir des silos et des hangars jusqu'à 20 millions de tonnes de céréales, selon la partie turque » (Le Monde du 7 juin 2022). Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, s'est ainsi rendu à Ankara le 8 juin pour des discussions sur la reprise des exportations ukrainiennes de céréales, mais très peu de choses ont filtré sur le résultat de ces discussions. La question a aussi été évoquée le 10 juin sur la radio La Première dans une interview du professeur **Olivier De Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme (et ancien Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, ainsi qu'ancien Président de l'APNU).**

Pour lui, tout en reconnaissant la nécessité de débloquer l'exportation des céréales ukrainiennes et les difficultés d'approvisionnement de certains pays, globalement, il n'y a pour le moment pas de pénurie sur le marché mondial. Les prix des céréales étaient déjà sur une courbe ascendante avant le début de la guerre du fait de l'augmentation des prix de l'énergie et de prévisions de réduction de récoltes. Ces tensions ont bien entendu été exacerbées par la guerre et l'incertitude qui en résulte n'a fait qu'alimenter la spéculation. Le marché est en fait dominé par quelques grands opérateurs comme Cargill qui ont continué à spéculer à la hausse. Ces tensions pourraient largement diminuer si tout le monde appliquait l'accord international de 1995 sur le commerce des céréales et l'échange de données sur les stocks disponibles, mais cet accord ne s'applique qu'aux Etats et pas aux grands opérateurs privés qui détiennent la majeure partie de ces stocks.



Le droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU : une nouvelle résolution

Dans le bulletin de [mars-avril](#), nous soulignons **l'impuissance fréquente du Conseil de Sécurité à jouer son rôle de maintenir ou de rétablir la paix et la sécurité**, en raison du droit de veto de ses cinq membres permanents. Difficulté redoutable, puisque toute révision de la Charte des Nations Unies, dont ce droit de veto fait partie, nécessite précisément un vote positif de ces 5 Membres et qu'on a vu, encore récemment, la Russie l'utiliser contre un projet de résolution l'appelant à un retrait inconditionnel de l'Ukraine.

Un nouvel élément intéressant est intervenu dans cette problématique le **26 avril** dernier. **L'Assemblée Générale a adopté par consensus une [résolution](#) qui prévoit que tout recours au veto au Conseil de Sécurité déclenchera dans les 10 jours une réunion de l'Assemblée générale** au cours de laquelle les membres de celle-ci pourront examiner et commenter ce veto. 83 pays ont coparrainé cette résolution intitulée « Mandat permanent pour un débat de l'Assemblée générale lorsqu'un veto est opposé au Conseil de Sécurité ».

Dans ce débat, la préséance sera donnée à ou aux Etat(s) qui ont utilisé leur droit de veto ; ils seront ainsi « invités » à motiver leur usage de ce droit par rapport au projet de résolution du Conseil.

La logique qui préside à cette résolution a été expliquée de la manière suivante.

Tous les Etats membres de l'ONU ont confié au Conseil de Sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationale et ont convenu que, ce faisant, il agit en leur nom. Le droit de veto n'enlève rien à la responsabilité d'œuvrer à la réalisation « des buts et principes de la Charte des Nations Unies à tout moment ». L'ensemble des Membres a donc le droit de s'exprimer lorsque le Conseil de Sécurité n'est pas en mesure d'agir, conformément aux fonctions et aux pouvoirs de l'Assemblée générale, tels que reflétés dans la Charte.

On ne peut que se féliciter de ce pas - modeste – décidé par l'Assemblée générale à l'égard du droit de veto, que ceux qui en font usage seront ainsi amenés à (au moins) tenter de justifier.

La visite du Secrétaire général de l'ONU en Ukraine



Après un déplacement à [Moscou](#) le 26 avril 2022 pour délivrer un message de paix, António Guterres s'est rendu le 28 avril 2022 en Ukraine, « l'épicentre d'un chagrin et d'une douleur insupportables ». « Je veux que le peuple ukrainien sache que le monde vous voit, vous entend et est impressionné par votre résilience et votre détermination », a-t-il déclaré. Plus d'informations unric.org

Stockholm +50 : Déclaration des United Nations Associations (UNAs)



En prévision de la réunion Stockholm+50 qui s'est tenue les 2 et 3 juin 2022, la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies (FMANU) et 32 ANU dont l'APNU ont publié une [déclaration](#) afin d'exprimer leur profonde inquiétude quant à la situation actuelle de la planète et de présenter des solutions spécifiques. La déclaration appelle les États membres de l'ONU, les gouvernements, les dirigeants mondiaux, les entreprises et la société civile à apporter des changements mesurables et ayant un impact afin de garantir que l'humanité puisse vivre en harmonie avec la nature.

« Nous reconnaissons l'élan offert par la célébration du [PNUE@50](#) et de [Stockholm+50](#) qui souligne la nécessité d'une transformation radicale pour régénérer et réimaginer la relation avec la nature ; nous réaffirmons l'urgence de tenir nos dirigeants et autres parties prenantes responsables de ces menaces pesant sur nos écosystèmes communs. Toutes les espèces vivantes et les générations futures dépendent de nous pour agir maintenant. »

Plus d'informations : [Que peut-on attendre de cette conférence ?](#)

Le Sommet de la Terre fête ses 50 ans : Stockholm+50

 *Martine Van Dooren, administratrice APNU*

La 6e édition du Sommet de la Terre s'est tenue ces 2 et 3 juin dans la capitale suédoise, 50 ans après la première conférence des Nations Unies sur l'environnement humain de 1972. Cette conférence, sous le titre « Stockholm+50, une planète saine pour la prospérité de toutes et tous – notre responsabilité, notre opportunité » visait aussi à remobiliser la communauté internationale.

Historique

En juin 1972, une conférence des Nations Unies se tient à Stockholm, à l'initiative du gouvernement suédois. Quelque 122 pays y participent. C'est la première conférence mondiale - appelée aussi Sommet de la Terre – destinée à attirer l'attention sur les interconnexions entre environnement, développement et pauvreté. Un tout premier bilan est fait des conséquences des activités humaines sur l'environnement, qui se retrouve inscrit à l'agenda mondial.

Les premières étapes d'une coopération internationale dans ce domaine, sous l'égide des Nations Unies, sont lancées et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) voit le jour. Depuis lors, les Sommets de la Terre se sont succédé tous les 10 ans: Nairobi (1982), Rio, (1992), Johannesburg (2002), Rio+20 (2012).

Le Sommet de Rio de 1992 a sans conteste engrangé les résultats les plus importants et les plus concrets : la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (avec ses protocoles de Montréal sur la protection de la couche d'ozone, ou de Kyoto sur les gaz à effet de serre, suivi de l'Accord de Paris en 2015 dont les réunions annuelles ou conférences des parties sont de plus en plus médiatisées - COP 21 à Paris, COP26 à Glasgow -,) ou encore la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique ainsi que la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

Stockholm+50

Lors de ce 6ème Sommet de la terre à Stockholm, présidé par la Suède et le Kenya, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a exhorté les participants à nous sauver du gâchis provoqué par une triple crise planétaire: l'urgence climatique, la dégradation des écosystèmes et la perte de biodiversité, la pollution et les déchets.

En dépit de certaines avancées, de nombreux nouveaux engagements, et de la multiplication des mobilisations citoyennes, force est en effet de constater que, 50 ans plus tard, les politiques et les mesures adoptées pour enrayer le dérèglement climatique et la perte de la biodiversité s'avèrent tout à fait insuffisantes. Le dernier rapport du GIEC est là pour nous le rappeler, de même que les appels de la communauté scientifique, des militants et des citoyens engagés contre le dérèglement climatique.

L'heure est à l'urgence. Pour le Secrétaire général, Antonio Guterres nous courons droit à la catastrophe. « Le bien être mondial est en danger - et c'est en grande partie parce que nous n'avons pas tenu nos promesses en matière d'environnement », a-t-il encore déclaré au Sommet de Stockholm+50. Il a également proposé remplacer le PIB comme indicateur des performances économique des pays, étant donné qu'il récompense (en les comptabilisant positivement), les activités économiques génératrices de pollution et de déchets. Il a réitéré son appel à tous les pays à abandonner leurs subventions aux énergies fossiles et à investir dans les énergies renouvelables.

Du côté des bonnes nouvelles, le président de l'Assemblée générale, G. Abdulla Shahid, a souligné que l'accord sur la pollution plastique lui redonnait espoir. Il se référait au lancement de négociations, sur lequel 175 Etats se sont mis d'accord à Nairobi le 2 mars dernier, en vue de l'adoption, avant 2024, d'un traité international juridiquement contraignant pour lutter contre les pollutions plastiques, tant sur terre que dans les océans,

Malheureusement, cette décision est passée quasiment inaperçue alors qu'elle peut être considérée comme l'accord multilatéral le plus important depuis l'accord de Paris de 2015 sur le climat. La cheffe du PNUE, Inger Andersen, a déclaré « Nous connaissons plus que jamais les terribles conséquences d'avancer avec insouciance sur la voie d'un développement à forte intensité carbone...mais nous savons aussi ce que nous devons faire. Et nous savons comment le faire. »

Conclusions

Une des conséquences de la guerre en Europe semble être d'avoir relégué au second plan des préoccupations de nos gouvernants la mise en œuvre des politiques en faveur d'une planète vivable pour tous, voire de revenir sur des engagements déjà pris. Au niveau de l'UE, certains éléments du Green deal ont été discutés lors du vote du Parlement européen les 7 et 8 juin, notamment la fin programmée des moteurs thermiques, mais sans réelle décision sur le marché du carbone.





Interview de la Directrice du Bureau de l'ONU et du PNUD à Bruxelles, Camilla Brückner, par APNU Jeunes

La vaste et ambitieuse mission des Nations Unies de promouvoir la paix, la sécurité et le développement humain durable grâce à la coopération internationale est menée par divers organismes, programmes, agences et entités des Nations Unies dans le monde. Le 17 mai 2022, notre équipe Jeunes de l'APNU, composée d'Edwina Séni, Responsable du Comité de rédaction, et Clémentine Schumacker, Rédactrice de l'APNU J., ont eu le privilège de discuter des engagements multilatéraux en matière de paix et de développement avec la Représentante du Secrétaire-Général des Nations Unies à l'UE et Directrice du Bureau de l'ONU et du PNUD à Bruxelles, Camilla Brückner.

Retrouvez l'entretien complet 🖱️ [sur le site web de l'APNU](#)

Première rencontre des États parties au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires

21-23 juin 2022

Le péril nucléaire, qui a toujours été présent, refait surface dans l'espace public avec les risques que principalement la Russie et les États-Unis nous font courir. Et rappelons que **la Belgique refuse toujours de ratifier ce Traité**. Rappelons aussi la proposition du secrétaire général António Guterres, qui est loin d'être entendu par l'OTAN et ses membres « que chaque pays se fixe comme objectif, de couper ses budgets militaires de 10% pour faire face à la crise climatique et ses conséquences déjà dramatiques pour plus de 1.8 milliard d'êtres humains ».



7 JUILLET 2022

Première conférence conjointe UNAs francophones : « L'environnement et les forêts »

Les UNAs francophones, dont l'APNU, s'associent pour une conférence en ligne ! L'Ambassadeur Pierre Henri Guignard, Envoyé spécial de la France pour la préservation des forêts tropicales, également membre du Comité exécutif de l'AFNU, sera l'un des intervenants. **Plus d'informations à venir !**

13 OCTOBRE 2022

Conférence APNU : « La globalisation : injustices et opportunités »

Une nouvelle fois, dans le cadre de son partenariat avec [Brucity](#), l'APNU participera à la [quinzaine de la solidarité](#) qui a cette année pour thème « la globalisation – injustices et opportunités ». La conférence aura pour but de sensibiliser et informer le public belge sur un des aspects de la

mondialisation particulièrement d'actualité: les approvisionnements alimentaires et leurs impact sur la sécurité alimentaire dans le monde, menant à un risque de famine mondiale.



Twitter



Facebook



Website



LinkedIn

Éditeur responsable :
Christine Van Nieuwenhuyse
Vice-Présidente de l'APNU

© 2022 Association pour les Nations Unies (APNU), All rights reserved.
Vous recevez ces courriers électroniques afin que nous puissions vous tenir au courant des activités de l'APNU et de l'actualité des Nations Unies.

This email was sent to <<Adresse email>>

[why did I get this?](#) [unsubscribe from this list](#) [update subscription preferences](#)
Association Pour les Nations Unies · 115 Rue Stévin · Bruxelles 1000 · Belgium



mailchimp